



Omar Bongo dans son bureau en 1982.

Gabon. Après une journée d'incertitudes, le Premier ministre gabonais a finalement annoncé la mort du président Omar Bongo le lundi 8 juin en début d'après-midi à Barcelone. Désormais, c'est la question de la succession qui se pose à Libreville. Une succession qui s'annonce compliquée dans ce petit pays pétrolier.

Omar Bongo est mort. Vive Ali Bongo ?

La dépouille mortelle du doyen des chefs d'Etat africains en exercice, le président gabonais El Haj Omar Bongo Ondimba, décédé lundi 8 juin à Barcelone à l'âge de 73 ans, sera rapatriée jeudi 11 juin à Libreville. Des hommages lui sont rendus pendant plusieurs jours dans la capitale gabonaise où les délégations étrangères sont attendues mardi 16 juin. «*L'inhumation dans l'intimité*» aura lieu, quant à elle, le jeudi 18 à Franceville, dans sa région natale. Un deuil de 30 jours a été décrété dans le pays. Dès l'annonce de sa mort, le ministre de la Défense, qui n'est autre que... Ali Ben Bongo, le fils du défunt, a décidé la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes ainsi que le déploiement de l'armée sur tout le territoire. Ali Ben Bongo aurait-il voulu prendre de vitesse ses rivaux ?

Toujours est-il que la «*mesure de précaution*» a pris fin le lendemain. Autre curiosité : l'accès à Internet était coupé en plusieurs endroits et le réseau téléphonique fortement perturbé dans le pays depuis dimanche, en raison de «*l'interruption accidentelle*» d'un câble en fibre optique, selon Gabon Telecom, une société détenue depuis février 2007 à 51 % par Maroc Telecom... De son côté, la mairie de Libreville a décidé la fermeture des bars et boîtes de nuit de la capitale «*jusqu'à nouvel ordre*». Ont également été interdits «*les attroupements sur les voies et les places publiques*».

Si elle était attendue depuis quelques jours, la mort de Omar Bongo n'en reste pas moins un séisme dans ce petit pays producteur de pétrole. A l'annonce de sa mort, les rues se sont vidées. «*En Afrique, quand un chef meurt, c'est une désolation. Alors, pensez : 41 ans au pouvoir. Le peuple est en deuil*», souligne Ismaël

Joseph Essono, employé d'une société de sécurité et membre du Parti démocratique gabonais (PDG) fondé par le président Bongo. «*Dans ce pays, on n'a jamais eu de guerre. Il y a la stabilité, la paix. On a tous un petit quelque chose à manger. Sur le plan ethnique, il ne faisait pas de différences*», déclare Bouanga Ange Briand, employé dans l'art floral.

Beaucoup d'inquiétudes

Pour l'heure, c'est Rose Francine Rogombé, présidente du Sénat, réputée proche du défunt qui, conformément à la procédure constitutionnelle, a été désignée pour assurer les fonctions de chef de l'Etat par intérim. Ancien procureur et vice-présidente de la Cour criminelle spéciale, elle était qualifiée de «*dame de fer*» par la télévision publique gabonaise. Son rôle ? Diriger le pays jusqu'à la tenue du scrutin présidentiel qui, conformément à la Constitution,

doit avoir lieu dans un délai de 45 jours. «*Nous suivons strictement la voie constitutionnelle*», a affirmé le ministre de l'Intérieur André Mba Obame, «*contrairement à toutes les supputations, à tous les projets machiavéliques qu'on prêtait aux uns et aux autres, et notamment au ministre de la Défense*». «*On suit la Constitution à marche forcée*», a toutefois commenté une source proche de la présidence, «*parce que le clan Bongo n'avait pas eu le temps de préparer autre chose*», «*il y a un problème majeur : les listes électorales*». «*Organiser des élections démocratiques en 45 jours est impossible. Si on regroupait toutes les listes locales, on aurait 2 millions d'électeurs...*», pour une population totale autour d'1,5 million d'habitants ! Un report de l'élection présidentielle paraît donc probable pour de nombreux observateurs.

Pourtant, certains acteurs, en particulier au sein de la société civile, s'inquiètent, et ce d'autant que le Gabon n'a jamais été un modèle de pratiques démocratiques, en dépit d'une stabilité exceptionnelle pour la région. «*Le premier danger, ce sont les divisions et les luttes au sein du clan et de la famille [Bongo]. C'est le danger le plus immédiat et le plus grave*», selon Alioune Tine, président de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (Raddho). Car, outre Ali Ben Bongo, plusieurs noms circulent parmi les prétendants à la succession du président. Très proche de son défunt père et considérée comme le grand argentier du régime, Pascaline Bongo pourrait encourager son mari, le chef de la diplomatie gabonaise Paul Toungui, à se lancer dans la course. «*La querelle entre Ali et Pascaline peut être fatale à la dynastie Bongo s'ils se fâchent entre eux. Mais s'ils s'entendent, ils ont tous les moyens, l'armée et les finances, pour*

assurer la succession», résume Alioune Tine. S'ajoute à cela le problème ethnique, Omar Bongo étant issu d'une ethnie minoritaire, les Batékés. D'aucuns citent de fait le nom du ministre de l'Intérieur André Mba Obame, issu, lui, de la communauté majoritaire au Gabon, les Fangs, qui pourraient considérer que leur heure est venue. Le nom de Jean Ping, un proche de Bongo et actuel dirigeant de l'Union africaine, est aussi fréquemment cité. Par ailleurs, le mécontentement des travailleurs, qui n'ont jamais profité de la manne pétrolière, doit également être pris en compte. S'il était considéré auparavant comme un «*émirat pétrolier africain*», le Gabon est aujourd'hui touché de plein fouet par la crise et vit une importante crise sociale, résultant d'une gestion grenagérée par la corruption et sans diversification de l'économie.

En attendant, les réactions à la mort de

MAROC

L'ami de Hassan II

Omar Bongo était un «*fidèle ami du royaume et de notre famille royale*» et avait bâti de «*solides relations de fraternité et de coopération*» entre le Gabon et le Maroc, a écrit le roi Mohammed VI dans un message adressé à Rose Francine Rogombé, la présidente du Sénat qui assure la transition au Gabon. Dans un autre message de condoléances destiné à Ali Bongo Ondimba, fils du président gabonais et ministre de la Défense, Mohammed VI affirme que le Maroc perd «*en lui un fidèle ami qui a toujours voué à la famille royale et au peuple marocain des sentiments affectueux de grande estime*». En effet, tout comme Hassan II, Omar Bongo était ce que l'on appelle un «*doyen*» de l'Afrique, notamment en terme d'années passées au pouvoir (41 pour le premier, 38 pour le second). Les deux hommes, qui étaient tous deux arrivés au pouvoir dans les années 1960, se connaissaient bien et aimait à parler des grands dossiers de ce monde. Sur le plan diplomatique, ils assumaient volontiers leur appartenance au pré carré français et au camp pro-occidental. La «*Françafrique*», les deux hommes en étaient des fins connaisseurs : en échange du soutien de Paris, les valises congolaises effectuaient régulièrement des visites au Maroc, et son épouse Edith Lucie Bongo, fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, est décédée le 14 mars dans un hôpital de Rabat après une longue maladie.



AFIC PRES

Les relations bilatérales étaient également au beau fixe : le Gabon de Omar Bongo avait apporté dès les années 1970 un important soutien à Hassan II sur la question du Sahara, tandis que le Maroc constituait un allié militaire des plus sûrs de l'Afrique francophone. Enfin, Omar Bongo, qui s'est converti à l'islam en 1973, avait cherché à se rapprocher du monde arabe, en particulier des pays producteurs de pétrole - à l'instar du Gabon - et Hassan II constituait à cet égard un intermédiaire de taille. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la mosquée de Libreville porte son nom. Enfin, le président gabonais effectuait régulièrement des visites au Maroc, et son épouse Edith Lucie Bongo, fille du président congolais Denis Sassou Nguesso, est décédée le 14 mars dans un hôpital de Rabat après une longue maladie.

Bongo arrivent du monde entier, la plupart insistant sur le rôle qu'il a joué pour la paix et la stabilité en Afrique, notamment au Congo, au Tchad ou en Centrafrique.

Un pilier de la «Françafrique»

Quelques rares réactions détonnent cependant, dénonçant ses activités dans le cadre du système de la «*Françafrique*» où s'entremêlent raison d'Etat, lobbies et réseaux politico-affairistes. L'ex-président français Valéry Giscard d'Estaing a ainsi déclaré : «*Normalement, on n'acceptait pas des versements de fonds provenant de pays étrangers qui soutenaient des candidats en France. J'ai appris que Bongo soutenait financièrement Chirac. J'étais président de la République à l'époque. J'ai appelé Bongo et je lui ai dit : 'Vous soutenez actuellement la campagne de mon concurrent'. Il y a eu un temps mort que j'entends encore et il m'a dit : 'Ah, vous le savez.' » En réac-*

tion, Jacques Chirac a dit que ces propos sont «*dénués de tout fondement*».

Bastien originaire d'Elf, le Gabon était pourtant le théâtre connu d'une diplomatie parallèle qui aidait, entre autres, à financer les services secrets français. Omar Bongo affirmait lui-même : «*Le Gabon sans la France, c'est une voiture sans chauffeur. La France sans le Gabon, c'est une voiture sans carburant*». Aujourd'hui encore, Paris y dispose d'une base militaire et Total d'intérêts importants. A noter à cet égard que Omar Bongo, qui avait connu tous les présidents de la V^e République, avait été reçu à l'Elysée par Nicolas Sarkozy moins de 3 semaines après l'élection de celui-ci et ce, malgré la promesse de campagne faite par le candidat Sarkozy de refonder les relations de la France avec l'Afrique. Un cercle vicieux qui n'est certainement pas près de s'achever, Bongo ou pas.

AMINA BOUBIA